

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/160  
6 février 2003

(03-0791)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais/  
français

## NOTIFICATION

1.	<b>Membre de l'Accord adressant la notification:</b> <u>CANADA</u> <b>Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:</b>
2.	<b>Organisme responsable:</b> Santé Canada
3.	<b>Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant):</b> Fromage de petit-lait (ricotta) (ICS: 67.100.30)
4.	<b>Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable:</b> non établie
5.	<b>Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié:</b> Autorisation de mise en marché provisoire concernant l'utilisation de l'hydroxyde de sodium dans le fromage de petit-lait (anglais et français, page 201)
6.	<p><b>Teneur:</b> Le <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> autorise actuellement l'utilisation de l'hydroxyde de sodium comme agent rajusteur du pH dans une variété d'aliments, sauf pour le fromage de petit-lait (ricotta). Santé Canada a reçu une demande pour l'utilisation de l'hydroxyde de sodium comme agent rajusteur du pH dans le fromage de petit-lait à des limites conformes aux bonnes pratiques industrielles. L'évaluation des données disponibles confirme l'innocuité et l'efficacité de cette nouvelle utilisation de l'hydroxyde de sodium. Santé Canada se propose donc de recommander que le <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> soit modifié afin de permettre l'utilisation de l'hydroxyde de sodium comme agent rajusteur du pH dans le fromage de petit-lait à des limites conformes aux bonnes pratiques industrielles.</p> <p>Dans le but d'améliorer la souplesse du système de réglementation, on accorde une autorisation de mise en marché provisoire (AMP) afin de permettre l'utilisation immédiate de l'hydroxyde de sodium, conformément aux indications ci-dessus, en attendant qu'on puisse modifier officiellement les règlements. Un nouvel avis sera publié au début du processus de modification et les membres pourront alors formuler des commentaires au sujet de cette proposition de mesure.</p>
7.	<b>Objectif et raison d'être:</b> [ X ] innocuité des produits alimentaires, [ ] santé des animaux, [ ] préservation des végétaux, [ ] protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, [ ] protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites

8.	<p><b>Norme, directive ou recommandation internationale:</b></p> <p>[ ] Commission du Codex Alimentarius, [ ] Office international des épizooties,          [ ] Convention internationale pour la protection des végétaux, [ X ] Néant</p> <p><b>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</b></p>
9.	<p><b>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</b></p> <p>Gazette du Canada, Partie I, 1 février 2003 (disponible en anglais et français)</p>
10.	<p><b>Date projetée pour l'adoption:</b> Immédiatement en ce qui concerne l'autorisation de mise en marché provisoire. Quant au règlement final, il sera établi dans la prochaine révision ou le prochain addenda.</p>
11.	<p><b>Date projetée pour l'entrée en vigueur:</b> Immédiatement en ce qui concerne l'autorisation de mise en marché provisoire. Quant au règlement final, il sera établi dans la prochaine révision ou le prochain addenda.</p>
12.	<p><b>Date limite pour la présentation des observations:</b> Ce document n'est pas pour le moment présenté pour commentaires. On prévoira cependant une période à cet effet dans le nouvel avis.</p> <p><b>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:</b> [ ] autorité nationale responsable des notifications, [ X ] point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p>
13.	<p><b>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu:</b> [ ] autorité nationale responsable des notifications, [ X ] point d'information national ou adresse, numéro de télécopie et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à:  <a href="http://canadagazette.gc.ca/partI/2003/20030201/pdf/g1-13705.pdf">http://canadagazette.gc.ca/partI/2003/20030201/pdf/g1-13705.pdf</a></p>